

last stages of dying, with the use of substances used in all prohibitionist jurisdictions for pain alleviation (187,188). Moreover, adds Sumner, our current situation is far from perfect, and risks of medical error “cannot be reduced to zero and it would be cruel to deny the relief of assisted death to those in need of it by insisting on medical infallibility” (180, 187). As for the problem of imperfect reporting of assisted deaths in permissive jurisdictions, as their laws require—a slippery slope argument brought by opponents to liberalization policies—the mere fact of unreported cases “does not by itself show that any such case involved an abuse... That verdict could be rendered only by an inquiry into the case; ... some degree of non compliance—for any policy—is inevitable” (186).

Sometimes, Sumner’s genuine interest in empirical data brings him to consider data that even the medical profession prefers to ignore: “Besides the fact that not all pain can be effectively controlled, it is important to understand that not all suffering is due to pain ... [there are] nausea, dizziness, itching, fatigue, shortness of breath [and] anxiety, depression, despair, hopelessness ..., humiliation, indignity and so on” (87, 88).

The policy questions raised by assisted death debates are complex and, more often than not, emotional. Very few people are neutral. In his book, Sumner, while not pretending to neutrality, goes as far as possible to treat this difficult subject with systematic logic and impeccable reasoning while maintaining a genuine respect for the facts. It is difficult to ask for more. Needless to say, I strongly recommend the book to all those interested, professionally or otherwise, in this emerging debate on public policy, especially considering that the book is concise and focused, qualities not always present in books on the same subject.

JEAN MERCIER *Université Laval*

La dynamique de confiance-méfiance dans les démocraties multinationales : le Canada sous l’angle comparatif

Dimitrios Karmis et François Rocher (dir.)

Presses de l’Université Laval, Québec, 2012, 395 pages

doi:10.1017/S0008423913000772

Cet ouvrage collectif s’inscrit dans le cadre des travaux du Groupe de recherche sur les sociétés plurinationales et se situe dans la lignée des analyses en science politique qui soulignent l’importance de la confiance dans la construction d’un État appuyé par ses citoyens. Les relations de confiance sont dynamiques, car évolutives et construites « par l’accumulation des expériences jugées à l’aune des aspirations communautaires » (143). Beaucoup d’attention est accordée pour effectuer des typologies des concepts de méfiance et de confiance. Un des principaux défis du livre, relevé avec succès, est de transposer des études fondées sur les relations interpersonnelles de confiance à une relation entre individus et institutions étatiques, ou entre collectivités.

Les démocraties multinationales sont considérées comme les sociétés où la dynamique confiance-méfiance semble la plus complexe. L’ouvrage offre une approche comparée avec la Belgique, l’Espagne et le Royaume-Uni, mais demeure centré principalement sur le Canada. La question de la confiance est abordée à travers des sujets très variés, allant des relations entre les membres d’associations communautaires aux arrangements constitutionnels des États. Les perspectives différentes des nombreux auteurs, formés principalement en philosophie, en science politique et en droit, permettent à l’ouvrage de se distinguer par sa capacité à aborder le sujet sous tous ses angles. L’ouvrage se penche sur des débats théoriques et philosophiques dans la

première partie, pour ensuite étudier en détail la dynamique de confiance-méfiance au Canada et finalement développer une perspective plus comparative.

Le chapitre de David Robichaud se questionne sur la possibilité de promouvoir la diversité ethnoculturelle tout en conservant la solidarité nécessaire au maintien de l'État-providence. Il démontre que le problème de solidarité est davantage lié à une question de confiance pouvant être favorisée par les institutions, qu'à la composition de la population elle-même. Il est donc possible d'intervenir pour briser les dynamiques de méfiance en éliminant le cloisonnement entre les communautés.

Dans la seconde partie sur le Canada, les chapitres de Peter Russell et de François Rocher soulignent que la rupture d'un équilibre politique représente un mécanisme important dans la transformation de la dynamique de confiance-méfiance. L'absence d'équilibre dans les rapports de pouvoir entre les provinces et le gouvernement fédéral, la perception par les communautés francophones d'un manque de considération pour leurs aspirations « et les nombreux désaccords sur les fins communes de l'union ont alimenté un fort sentiment de méfiance qui trouvera son aboutissement dans les événements ayant conduit au rapatriement de la constitution en 1982 » (154). Les épisodes constitutionnels récents sont présentés comme des exemples des tentatives de transformations de la dynamique de confiance-méfiance en démocraties multinationales.

L'ouvrage offre également des perspectives très différentes sur la dynamique de confiance inhérente à la constitution canadienne, certaines étant assez critiques, d'autres véhiculant une évaluation nettement plus positive (comme les chapitres de Jeremy Webber et Jean Leclair). Malgré ces différences, tous les auteurs soulignent la difficulté et l'importance de la mise en place de la confiance suite aux événements historiques contingents d'une société plurinationale comme le Canada : « Les minorités nationales sont toujours particulièrement vulnérables à une fragilisation du lien de confiance » (204).

La troisième partie débute avec le chapitre de Philip Resnick. Il aborde la question de la confiance dans les quatre démocraties multinationales mentionnées plus haut, en se demandant comment elle s'établit et se brise. Le chapitre est plutôt descriptif, mais Resnick souligne certaines variables récurrentes dans l'élaboration de la dynamique de confiance-méfiance et rappelle que les clivages sont renforcés lorsque l'identité nationale se superpose à des divergences économiques et idéologiques.

Réjean Pelletier et Jérôme Couture explorent le lien entre la confiance envers les institutions politiques centrales et l'identité nationale en comparant la Catalogne et le Québec. Les citoyens qui s'identifient davantage à la nation minoritaire ont moins confiance dans les institutions politiques centrales, alors que la double identité serait un vecteur de confiance envers les institutions politiques communes. Il s'agit du seul chapitre de l'ouvrage qui utilise des données empiriques nouvelles issues de sondages, alors que la plupart des autres chapitres empiriques se concentrent sur des archives. Les deux derniers chapitres se penchent sur le cas belge où la question de la confiance et de la méfiance est d'autant plus importante que les partis politiques sont scindés selon les lignes linguistiques.

Ce livre comporte plusieurs chapitres passionnants qui explorent en profondeur la question de la dynamique de confiance et de méfiance dans les États multinationaux. Il aurait toutefois été pertinent que les éditeurs écrivent une conclusion qui synthétise et unifie les apports des différents chapitres, surtout que l'introduction sert essentiellement à présenter les chapitres du livre. Soulignons enfin que l'ouvrage aurait pu insister davantage sur la comparaison internationale pour dégager clairement quelles institutions favorisent le renversement d'une situation de méfiance et le renforcement de la confiance